

Le 10 septembre 2006

Guerre contre le terrorisme ou guerre pour le pétrole ?



À première vue, la guerre du Liban n'a rien à voir avec le pétrole et tout avec la guerre contre le terrorisme puisque selon le gouvernement canadien (et ceux des ÉU et de Grande-Bretagne), le Hezbollah est classifié comme groupe terroriste. Comme le dit, cependant, la sagesse populaire : « *il ne faut pas se fier aux apparences* ». Le Hezbollah n'est pas un groupe terroriste et la guerre du Liban est un autre épisode de la guerre du pétrole.

Le Hezbollah, organisation politico-militaire islamique de libération nationale

Certes, le Hezbollah est un groupe armé mais dans un pays, le Liban, où l'armée nationale est en fait une force de police et est incapable de le défendre contre une agression extérieure. Si le Liban était le Costa Rica, ça ne causerait pas grand problème. Toutefois, le Sud-Liban a été envahi puis occupé par l'armée israélienne de 1982 à 2000 avec, en prime, le massacre de Sabra et Chatila par les collabos libanais protégé par l'armée israélienne. Qui est né de cette occupation et l'a combattu toutes ces années pour finir par imposer un sacrifice jugé trop onéreux, en termes de vies de soldats et de soutien international, par l'opinion publique israélienne aiguillonnée par son mouvement pour la paix ? Pas l'armée libanaise mais le Hezbollah qui en a gagné une aura méritée de mouvement de libération nationale. Bien sûr, le Hezbollah a profité, de un, du fait que le relativement important Parti communiste libanais s'était discrédité en s'alignant sur Moscou et ses jeux diplomatiques, de deux, du fait que l'OLP palestinienne, dont le centre nerveux était alors au Liban, se comportait comme un État dans l'État s'aliénant ainsi une grande partie du peuple libanais.

Le Hezbollah est donc de facto le substitut de l'armée libanaise. Si cette armée est terroriste — elle l'est certes pour une partie minoritaire de ses bombardements par missiles de civils israéliens même si la majorité des victimes de ces bombardements ont été des soldats, mais elle ne l'est pas pour cet acte de guerre que sont les « enlèvements » de soldats ennemis — alors les armées d'Israël, des ÉU... et du Canada (en Afghanistan) le sont au centuple. Par rapport à ces armées, le Hezbollah fait figure de boy scout du terrorisme. Hezbollah s'est construit comme groupe politico-militaire qui dès l'origine s'est substitué aux services publics défailants de l'État libanais — État communautariste, legs du colonialisme français, dominé historiquement par les

élites chrétiennes — dans la communauté chiite, la communauté la plus nombreuse et la plus exploitée du Liban. Puis son aura libératrice lui a valu l'élection d'une quinzaine de députés et deux ministres au sein de l'actuel gouvernement libanais... de droite et pro-étasunien du moins avant la guerre de l'été 2006.

Le Hezbollah se réclame de l'islamisme. Il n'est pas pour autant fondamentaliste en ce sens que son but n'est pas un Liban islamiste et encore moins, à la Al-Quaïda, le retour au califat des origines. Il n'a plus recours aux attentats suicides et il est encore moins un fomentateur de guerre civile comme le sont quelques groupes fondamentalistes irakiens, miroir de la barbarie étasunienne, ce à quoi il est complètement opposé. Au niveau des politiques sociale et économique, toute chose étant égale par ailleurs, Hezbollah est l'équivalent, par exemple, du parti démocrate-chrétien allemand... plus une dimension de libération nationale qui fait toute la différence. Non seulement n'y a-t-il aucune honte à appuyer le Hezbollah dans le cadre de la guerre contre Israël mais, pour la gauche anti-impérialiste, c'est une grave erreur que de ne pas le faire. Évidemment, cet appui est nécessairement critique en ce sens qu'il se limite à l'aspect anti-impérialiste de sa politique générale tout en soulignant que sa politique proprement libanaise n'en est quand même pas une d'extrême droite, qu'elle comporte même une dimension sociale sur le mode, cependant, de la traditionnelle charité chrétienne ce qui veut dire qu'elle n'est pas sans visée idéologique.

La guerre du Liban, une guerre pour le pétrole

Il n'y a pas de pétrole au Liban comme il y en a en Iraq ou en Iran. On n'y projette pas non plus de pipeline stratégique comme en Afghanistan que les États-Unis et le Canada, et certaines de leurs transnationales, voudraient voir traverser — justement dans la région de Kandahar — par un pipeline drainant le nouveau pétrole de la mer Caspienne au lieu qu'il passe par la route iranienne, la plus économique, ou qu'il soit capté par la Chine à travers le Turkestan chinois. Cependant, étrangement, le nouveau pipeline Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie, inauguré la veille du déclenchement de la guerre du Liban, fournira 20% du pétrole israélien. La Turquie et Israël négocient un réseau de pipelines (pétrole, gaz naturel, eau) qui passeraient soit au large du Liban ou peut-être même à travers le Liban.

Plus crucialement et plus immédiatement, la guerre du Liban est liée à l'enjeu pétrolier tant par l'implication d'Israël que du Hezbollah, le premier étant lié stratégiquement avec les États-Unis, le second avec l'Iran — et la Syrie pour le corridor de transport — qui, tous deux, les approvisionnent en armes et en fonds sans toutefois les réduire à des marionnettes, tant s'en faut. Les États-Unis, enlisés en Iraq et mais aussi en Afghanistan, avec l'Otan dont le Canada, ont besoin politiquement d'une nette victoire militaire. La réputation d'invincibilité de l'armée israélienne — pourtant la guerre de 1973 n'avait pas été la promenade militaire de celle de 1967... sans compter le retrait du Sud-Liban en 2000 — leur paraissait un outil imparable pour écraser ce qui était à leurs yeux un appendice de l'Iran. De son côté, le Hezbollah, sachant l'attaque imminente et désireux de soulager la Palestine de plus en plus économiquement étouffé, puis mise à feu et à sang, depuis la victoire électorale du Hamas — un allié de

l'Iran et du Hezbollah — et sa fermeté politique et militaire, avait décidé de choisir le moment du déclenchement de la guerre au lieu de subir une attaque surprise.

Israël, et son mentor étasunien, en ont été quitte pour un choc politique : aux enlacements iraquien et afghan s'ajoute la défaite militaire et politique de la guerre du Liban mais peut-être pas nécessairement de l'après-guerre à cause de l'énorme disproportion des forces entre les protagonistes, laquelle n'est pas encore substantiellement modifiée. La grande différence de motivation des combattants combinée à la tactique des missiles à tous les niveaux de portée a suffi à arrêter l'armée israélienne qui a essuyé plus de pertes que les combattants du Hezbollah tout en masquant cette différence par le massacre gratuit des civils libanais et de l'infrastructure du pays. À leur corps défendant, Israël et les ÉU ont dû se replier sur l'ONU, avec la pleine collaboration de l'Union européenne, pour tenter de créer les conditions d'un futur et aléatoire désarmement du Hezbollah. Reste que s'en est fini du mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne, ce qui ne manquera pas de modifier les rapports de forces.

La centralité de la question palestinienne

Au Moyen-Orient, la Palestine est au cœur de la matrice des rapports de forces et, par ce levier, au centre des rapports de forces mondiaux. Du point de vue non seulement étasunien mais impérialiste, Israël est le porte-avion ou la tête de pont de l'impérialisme dans cette partie du monde et même souvent une aide discrète ailleurs. Inutile d'ajouter que la lutte de libération palestinienne est une remise en question de l'existence même d'Israël, non pas que comme État national — la cohabitation de deux États est accepté par les Palestiniens et même exigé par l'ONU, ce dont Israël et les ÉU se foutent éperdument, et celle d'un État laïque et multinational reste possible — mais comme État raciste, basé sur l'idéologie sioniste, qui a « nettoyé » sa population arabo-palestinienne en 1947-48 et refuse le retour des réfugiés ; comme État colonialiste qui occupe la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est ; comme État militariste qui cherche à se maintenir sur les hauteurs du Golan et à s'étendre au sud du Liban. Dans le nouveau langage de l'après 11 septembre, on parle même d'Israël comme détachement avancé de la démocratie et de la civilisation au sein de la barbarie arabo-musulmane, rien de moins.

Après la débâcle libanaise, la présidence Bush en est venu à parler de « *fascisme islamique* ». Dérive langagière en moins, on a plutôt l'impression que les ÉU commencent à remettre en question cette coûteuse alliance stratégique, coûteuse en termes d'isolement des ÉU dans le monde arabo-musulman sauf auprès des pétromonarchies et autres régimes autoritaires néolibéraux de plus en plus coupés de leur peuple... et qui, pour la plupart, ont dû faire un virage à 180 degrés après la condamnation du Hezbollah au début de la guerre. Après tout, ce n'est que depuis les années 60, surtout après la guerre des six jours de 1967, que cette alliance s'est consolidée. Encore en 1956, les ÉU, d'accord avec l'URSS, qui auparavant avait soutenu la création d'Israël à la fin des années quarante, avaient pris partie contre Israël, et contre Grande-Bretagne et la France lors de la Guerre du Sinaï — dernier soubresaut d'un vieil hégémonisme agonisant.

On peut parier qu'il y aura tant aux États-Unis qu'en Israël un débat de fond sur la politique moyen-orientale et, par ricochet, mondiale. On y évoquera une recomposition des alliances sur la base d'un règlement de la question palestinienne. Cependant, il ne faudra pas trop rêver. Pour l'impérialisme étasunien, la domination du Moyen-Orient reste incontournable tout comme il l'est pour l'ensemble des pays impérialistes. S'il ne peut plus compter sur l'allié israélien, ni bien sûr sur les peuples arabo-musulmans qui chaque fois qu'ils peuvent s'exprimer démocratiquement comme en Palestine, au Liban, quelque peu en Égypte et même en Iraq, favorisent les partis et personnalités anti-étasuniennes, il ne reste plus que les aristocraties monarchiques ou bureaucratiques pour appuyer l'impérialisme.

Pour se maintenir, cependant, celles-ci ont besoin d'accaparer une part significative de la rente pétrolière afin de s'assurer une base sociale. De là au développement d'un capitalisme national anti-impérialiste, qui requerrait la quasi totalité de la rente, comme au Venezuela et en Bolivie, il n'y a qu'un pas qu'on voudra franchir. Ne reste plus comme solution que le recours aux propres troupes de l'impérialisme malgré les déboires iraqiens et afghans. On voit le danger, pour ne pas dire l'inéluctabilité tendancielle si l'impérialisme est laissé à lui-même sans opposition, de la fuite en avant en étendant la guerre à l'Iran, sous prétexte de l'empêcher de produire de l'uranium enrichi ce qu'aucun accord international ne lui interdit, et peut-être à la Syrie, s'il le faut en utilisant ces armes de destructions massives que Saddam Hussein n'avait pas et que l'Iran n'a pas non plus même si Israël possède environ 250 têtes nucléaires. Souvenons-nous que la réponse des ÉU à la débâcle de l'offensive du Tet en 1968 fut d'étendre la guerre au Laos et au Cambodge malgré le mouvement contre la guerre.

Le pétrole, le sang du capitalisme néolibéral

Il ne faut pas se surprendre de l'enjeu stratégique du pétrole dont l'essentiel des réserves mondiales à bon marché se situent au Moyen-Orient avec en arrière-plan le nouveau pétrole de la région adjacente de la Mer Caspienne. Le pétrole n'est pas d'abord un enjeu économique bien que sa rente soit juteuse... et essentielle pour le développement économique des pays dépendants qui en possèdent. Il est davantage un enjeu géostratégique pour le rapport de forces entre les grandes puissances, particulièrement entre les États-Unis, l'Union européenne, qui faute d'armée digne d'une super-puissance est en dernière analyse à la remorque des ÉU, et la Chine qui, à moyen-terme, est la super-puissance de demain c'est-à-dire « l'ennemi principal ». Tout hégémon mondial se doit donc de contrôler le pétrole du Moyen-Orient.

Le pétrole est toutefois avant tout un enjeu politique, un enjeu qui engage la viabilité même du capitalisme particulièrement dans sa forme libre-échangiste. Le pétrole bon marché est le sang qui coule dans les veines du capitalisme néolibéral. Sans lui point d'expansion du marché mondial qui permet l'exacerbation de la concurrence du marché du travail... et qui crée l'essentiel de l'effet de serre ; point de généralisation du plastique et de la chimie qui permet la consommation de masse... et la pollution industrielle tout comme la généralisation des déchets ; *last but not least*, point d'agro-

industrie et de *cash crops* qui permettent la dépendance alimentaire... et la pollution des corps par la malbouffe.

Certes, le capitalisme a pour but la maximalisation de la valeur par l'exploitation du travail. Il est aussi, cependant, un système concret qui se décline en régimes politiques (État providence, État néolibéral) reposant eux-mêmes sur des régimes de production (fordisme, économie-réseau libre-échangiste) qui ne sont transformables qu'au prix de très coûteuses transitions d'une phase du capitalisme à une autre. Notre époque en est une de « *n'est plus mais pas encore* » où l'État providence agonise pendant que se construit l'État néolibéral avec les ÉU à l'avant (arrière?)-garde, l'UE qui met les bouchées doubles pour rattraper son prétendu retard entravée qu'elle est par la résistance populaire surtout en France, et la Chine qui, à coups de croissance phénoménale risquée, démantèle par à coups son État bureaucratique en faveur d'un néolibéralisme sans fard.

Une brèche anticapitaliste : le front unique du retrait inconditionnel des troupes

La grande majorité de la gauche n'arrive pas encore à sortir du piège de l'État providence, ce qui la rend dépendante de la fraction la plus conservatrice et réactionnaire de la bourgeoisie, au sens de retour à cet État providence lequel a pourtant généré un ensemble de crises non résolues qui expliquent sa mutation néolibérale faute d'alternative anticapitaliste capable de s'imposer (voir « *La nostalgie de l'État providence* », http://www.marcbonhomme.com/files/page0_blog_entry42_2.pdf). Au Québec, ce dilemme entre bourgeoisie réactionnaire, à laquelle s'attache la direction de Québec solidaire, et bourgeoisie « révolutionnaire » dans le sens d'aller jusqu'au bout de la mutation néolibérale, se manifeste par le débat entre les dits « solidaires » et les dits « lucides » (voir « *Les manifestes des « lucides » et des « solidaires », ni lucide ni solidaire... mais capitalistes*, http://www.marcbonhomme.com/files/page0_blog_entry43_2.pdf).

Une brèche anticapitaliste est nécessaire pour briser ce jeu de miroirs. La bourgeoisie « révolutionnaire » est prise dans l'engrenage de la guerre permanente prétendument contre le terrorisme parce que le contrôle du pétrole à bon marché lui est indispensable. La résistance des peuples du Moyen-orient a ainsi obligé le néolibéralisme triomphant à devenir néolibéralisme guerrier. La bourgeoisie réactionnaire, soutenue par les sociaux-libéraux, veut un impossible retour aux casques bleus du temps béni de l'État providence — par exemple la prise de position de la direction de Québec solidaire en mars 2006 — alors que le développement des contradictions capitalistes exacerbées par le néolibéralisme (économique, financière, écologique, nationale, sexiste) impose dorénavant aux gouvernements impérialistes des interventions armées sur le terrain bien au-delà des destructions sauvages du haut des airs.

La base d'une position anticapitaliste reste le retrait inconditionnel et immédiat des troupes d'occupation sans faux fuyant sous prétexte de situation chaotique dont la première cause est l'occupation. La première cause du terrorisme fondamentaliste islamique est le terrorisme guerrier impérialiste, terrorisme qui, par exemple, n'existait pas en Iraq pas plus que les armes de destruction massive sans compter que le régime

des talibans s'était dit prêt à livrer Ben Laden à un tribunal international pour éviter la guerre. Si ce retrait n'est sans doute pas une condition suffisante pour engendrer une dynamique de paix et de développement, il en est une condition nécessaire. Le retrait assuré, il sera toujours temps aux peuples et aux gouvernements occidentaux de trouver des moyens de payer la dette de destruction de l'intervention impérialiste en commençant par laisser à ces pays leur rente pétrolière ou à annuler leurs dettes publiques et privées envers les gouvernements et institutions financières des pays riches. Pourquoi, d'ailleurs, les partis de gauche et le mouvement anti-guerre n'appuieraient-ils pas la campagne internationale du CADTM sur ce sujet ? (http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=1903)

Deux fausses peurs à vaincre pour mobiliser : le « terrorisme »...

Si le retrait des troupes se doit d'être la revendication rassembleuse d'un large front contre la guerre et l'occupation, il faut aussi lever les obstacles qui bloquent sa construction comme en témoigne la modicité des mobilisations depuis les grandes manifestations mondiales du 15 février 2003. L'obstacle le plus évident est la barbarie de certains groupes irakiens, particulièrement Al-Quaïda et sa filiale iraquienne et consorts. Cette barbarie de l'opprimé est évidemment montée en épingle par les monopoles médiatiques qui minimisent la résistance armée légitime contre l'occupant et ignorent à peu près complètement la résistance non armée (syndicats, groupes de femmes...).

Trop souvent, les directions des mouvements anti-guerre soit ignorent ces problèmes de la résistance soit appuient celle-ci en bloc. Ce refus ou cette réticence à faire l'analyse certes difficile du concret évitent peut-être des débats pénibles mais sèment le doute sur le sérieux de ces directions.

Pour une partie de l'opinion publique l'occupation de l'Iraq paraît de prime abord être légitime pour mettre fin à la guerre civile entre sunnites et chiites, alors que celle-ci est encouragée et entretenue par l'impérialisme étasunien comme seule porte de sortie afin de se maintenir en Iraq en tant qu'arbitre de la situation, arbitre de type pompier-pyromane. En Afghanistan, il suffit aux guerriers de l'empire d'évoquer les dérives fondamentalistes des talibans quand ils étaient au pouvoir, particulièrement envers les femmes, pour cacher semblable dérive du gouvernement pro-impérialiste des chefs de guerre à laquelle s'ajoutent les plaies de la corruption, du trafic de la drogue et surtout de la guerre et des attentats qui toutes avaient substantiellement disparues sous le régime taliban.

Même pour les partisans du retrait des troupes, de plus en plus nombreux, il s'agit souvent de se retirer d'un borbier meurtrier pour « les nôtres » et d'abandonner ces peuples soi-disant incapables de démocratie à ce qui est compris comme leurs rivalités tribales séculaires que seulement les dictatures sont en mesure de contrôler, au mieux de leur consentir une aide marginale à travers quelques braves ONG capables de trouver sur le terrain les perles rares qui vont soulager leurs misères. Sans doute y a-t-il quelques rares idéalistes qui rêvent de « plan Marshall » capables de noyer la guerre

dans la prospérité d'une aide massive alors que le plan original, pas si massif que cela, avait le but purement politique de soutenir des bourgeoisies européenne occidentale et japonaise ruinées et défaites mais organisées et expérimentées, scientifiquement, technologiquement et politiquement, afin d'arrêter la vague révolutionnaire montante.

Toutes ces motivations se retrouvent dans la nouvelle position du NPD de retrait sur six mois, opportunisme électoraliste et ambiguïtés en plus. Cependant, goûtons notre plaisir, soutenons le NPD et espérons que la direction de Québec solidaire, honteuse, emboîte le pas. Mais peut-être voudra-t-elle attendre un changement de position du Bloc québécois qui persiste dans sa position prétendument responsable de maintien des troupes dans un cadre illusoire plus onusien, moins guerrier, plus aidant ?

Pour contribuer à débloquer la mobilisation anti-guerre, on se doit de profiter du débat sur la nature du Hezbollah afin de faire la part des choses au sein de la mouvance islamique, afin de différencier les terroristes qui jouent le jeu de l'impérialisme et les authentiques mouvements de libération nationale même si leur idéologie et leur politique sont de droite.

Encore une fois, la direction de Québec solidaire aura raté la coche en rabrouant publiquement une dirigeante de la région de Québec qui avait soutenu publiquement au nom du parti la résistance libanaise, mais en évitant de se référer directement au Hezbollah dont il faut soutenir la lutte de libération nationale. Sur la base d'une position doctrinaire soi-disant pacifiste qui refuse tout soutien à un groupe armé même de libération nationale, la direction de Québec solidaire prône plutôt une « *négociation menée de bonne foi* » avec « ni bombes ni roquettes » tout en disant cependant qu'il y avait « *surabondance de bombardements sur le Liban.* » (Le Devoir, 31 juillet 2006) En un mot, il faudrait ignorer les rapports de forces et leurs brutales manifestations tout en penchant, contradictoirement, du côté du plus fort. Plus idéaliste et cynique en même temps, tu meurs.

... et l'inflation pétrolière

Reste que la conséquence de la guerre et de l'occupation dans la vie de tous les jours pour le peuple québécois, en attendant le retour des *body bags* du Royal 22^{ie} quand il prendra la relève en 2007 des troupes anglophones, c'est l'augmentation du prix de l'essence à la pompe, fulgurante cet été. Inévitablement, la dépendance pétrolière systémique du capitalisme néolibéral affecte le niveau de vie du prolétariat, riche ou pauvre, sans exception. Non seulement le prix de l'essence grimpe mais la richesse pétrolière albertaine est le principal facteur de l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis le dollar étasunien, ce qui affecte la concurrence manufacturière québécoise (et ontarienne) au point que « *le secteur de la fabrication ne cesse de perdre des emplois depuis 2002, le moi d'août marquant le niveau d'emploi le plus faible dans ce secteur depuis mars 1998.* » (Le Devoir, 9 septembre 2006) Et ce n'est pas fini selon les analystes qui attendent un sérieux ralentissement du côté des ÉU, d'où ralentissement des massives exportations canadiennes et québécoises, lui-même induit par les

faramineux endettements extérieur et public étasuniens dus en grande partie au coût de la guerre.

S'ils ne le comprennent pas dans toutes ses ramifications, les peuples québécois et canadien appréhendent intuitivement les conséquences négatives et potentiellement catastrophiques de la guerre du pétrole. De la même façon qu'Hydro-Québec avait évoqué sans vergogne la peur irrationnelle de « geler dans le noir » contre l'opposition des Cris au développement du projet Grande-Baleine il y a plus de dix ans, existe sans qu'il ne soit besoin de l'évoquer la peur irrationnelle d'une pénurie de pétrole et/ou d'une hyper-inflation de son prix. Spontanément, cette peur nuit à la mobilisation car le premier réflexe de gens isolés et craintifs est de s'en remettre à ses chefs pour régler le problème d'autant plus que la propagande militariste bat son plein, surtout au Canada anglais, au point que certains employeurs commencent à demander à leurs employés de porter un ruban rouge pour « supporter nos troupes ». D'où l'hésitation à contester dans la rue les politiques gouvernementales de peur de nuire à l'unité nationale — la peur aussi de la répression entretenue par les « certificats de sécurité » — face à l'ennemi dit fanatique qui voudrait soit nous priver de pétrole ou nous le vendre à des prix faramineux.

La gauche politique et le mouvement anti-guerre n'ont guère d'autre choix que de s'attaquer à ce problème de fond, ce qui ne peut faire autrement que de les amener à critiquer les fondements du capitalisme (néolibéral) et l'impérialisme. Les pays pétroliers ont besoin de vendre leur pétrole pour leur propre développement comme en témoignent les exemples du Venezuela et de la Bolivie. Ils n'ont pas non plus intérêt à tuer leur marché en précipitant une crise économique majeure par une brusque et ahurissante montée des prix. Oui, il y aurait une substantielle et assez rapide augmentation des prix parce qu'il y a des besoins sociaux pressants à combler, des retards à rattraper, des séquelles de guerre à effacer.

Un Québec écologique est un Québec anti-guerre

Ce serait un défi bienvenu aux pays impérialistes d'aujourd'hui car il imposerait économiquement la nécessité d'un virage énergétique vers les transports publics électrifiés urbains et interurbains, et sa contre-partie l'interdiction de l'automobile individuelle et de la construction d'autoroutes ; vers l'efficacité énergétique, les énergies douces et l'urbanisme convivial, et sa contre-partie l'interdiction de la maison individuelle urbaine ; vers l'agriculture biologique, le recyclage à 100% et la réduction du temps de travail, et sa contre-partie la réduction drastique de la consommation de viande et l'interdiction des loisirs mécanisés.

Laisser ces enjeux cruciaux à la direction des groupes écologistes et des partis verts c'est en réduire la portée à la seule dimension environnementale, alors qu'ils engagent la paix mondiale. Plus profondément, c'est laisser entendre qu'il y aurait possibilité d'un capitalisme vert à la mode du manifeste des dits solidaires alors qu'il est antinomique d'attendre du capitalisme qu'il détruise par lui-même la valeur investie dans le complexe auto-pétrole-bungalow ou militaro-industriel. C'est laisser entendre que l'État capitaliste

pourrait mettre sur pied des programmes universels et bon marché d'efficacité énergétique, de transport public, d'agriculture biologique, etc. qui tueraient le marché.

Le capitalisme vert est acceptable pour la bourgeoisie en autant qu'il ajoute un nouveau marché, au besoin subventionné au départ, accessible seulement à la minorité argentée et branchée, à moins qu'il ne soit un argument de vente pour multinationales mal aimées. Le capitalisme vert pénalise le prolétariat en ayant recours aux éco-taxes, similaires à des taxes de ventes régressives, au lieu de pénaliser la consommation de luxe généralement énergivore, de taxer la rente pétrolière privée et les revenus élevés.

En louangeant le plan d'action du Québec sur les changements climatiques lancé par le gouvernement du Québec, la majorité des plus importants groupes écologistes du Québec se contentent de changements marginaux et laissent tomber l'alternative d'un Québec écologique. Il n'est pas surprenant de les voir laisser l'initiative de la lutte contre la privatisation du Mont Orford à des dissidents Libéraux conservationnistes. Aux organisations anti-guerre de s'approprier de ces enjeux, à la gauche politique de relancer le débat à l'occasion du processus de construction de sa plate-forme.

Brève bibliographie

Achcar, Gilbert, International Viewpoint Monthly Digest, juillet-août 2006 (5 articles)
<http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?rubrique101>

Chossudovsky, Michel, Energy Bulletin, 26 juillet 2006
<http://www.energybulletin.net/18656.html>

Le Monde Diplomatique, août et septembre 2006

- Corm, Georges
- Gresh, Alain
- Kapeliouk, Amnon
- Vidal, Dominique

ZNET, <http://www.zmag.org/weluser.htm>

- Avnery, Uri
- Chomsky, Noam
- Cook, Jonathan
- Galeano, Eduardo
- Shalom, Stephen R.

Marc Bonhomme, 10 septembre 2006